

# Vers une nouvelle Algérie ?

dimanche 8 décembre 2013, par [Mehdi LAZAR](#), [Sidi-Mohamed NEHAD](#)

**Les piliers d'un nouveau développement - basé sur des ressources humaines et naturelles considérables et une position géostratégique privilégiée - pourraient permettre à l'Algérie de reprendre son rôle de leader régional. Si les élites politiques en place acceptent de jouer le jeu, voire d'en payer le prix. Ces deux auteurs publient en avril 2014, "L'Algérie aujourd'hui", Paris, éd. Michalon.**

L'ALGÉRIE d'aujourd'hui est paradoxalement peu connue du public francophone qui l'appréhende le plus souvent par son immigration, sa culture ou ses événements souvent tragiques. Cependant les images d'Epinal ont vieilli et depuis la décennie de plomb des années 1990, l'Algérie a énormément changé.

[L'Algérie](#) reste un pays où la situation politique est bloquée mais dont la posture stratégique évolue. Les facteurs de fragilités internes et régionaux y sont nombreux, cependant les atouts indéniables d'Alger dans un nouveau contexte régional lui ont permis d'éviter le mouvement des révolutions arabes et pourraient aider le pays à surmonter ses difficultés.

Les espoirs politiques se sont depuis transformés en paradoxe [1] tandis que le pays a sombré dans la guerre civile. Mais longtemps négligée, voire ignorée, par la plus grande puissance mondiale qui ne percevait que son utilité commerciale, l'Algérie fait aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt à la faveur de la reconfiguration géopolitique en cours. Le pays devient courtisé par les Etats-Unis dans le cadre de leur stratégie post-bipolaire, mais aussi par l'Europe, et tout particulièrement la France. Au plan régional, les économies du Maghreb sont plus concurrentielles que complémentaires et les systèmes politiques peu compatibles. L'Algérie avait vocation à y jouer un rôle moteur mais les différences et les discours - tant internes qu'externes - semblent avoir toujours prévalu sur une vision stratégique de long terme, pourtant seule à même de conférer à cet espace un relatif poids dans un contexte international de plus en plus marqué par l'importance des ensembles géo-économiques régionaux. La génération de la révolution algérienne a vieilli et une jeunesse en quête de liberté et de progrès la remplace progressivement sans toutefois parvenir à prendre les rênes du pays, dirigé encore par un régime politico-militaire qui donne des signes d'essoufflement. Cela a façonné une nouvelle Algérie, moins préoccupée par son passé que par son avenir. Cette Algérie nouvelle, plus prospère, reste néanmoins tourmentée et clivée. Les questions régionales, linguistiques et nationales se conjuguent mais ne peuvent pour le moment se dénouer dans un pays bloqué par une situation politique ankylosée.

Revenu en force sur le devant de la scène à la fin des années 2000, l'Algérie est aujourd'hui [le plus étendu des pays d'Afrique](#) après la partition soudanaise. Alors que [les printemps arabes](#) et la montée des conflits au Sahel en font un Etat central en Afrique du nord, Alger peine cependant à afficher une ligne diplomatique claire. Par ailleurs, le calme relatif en Algérie depuis [le début des printemps arabes \(2010-2011\)](#) ne s'explique pas par le contentement de la population. Les troubles profonds ayant amené à la tragique décennie de plomb ne sont pas résolus mais semblent avoir été **étouffés par la violence subie dans les années 1990**. L'Algérie reste donc un pays où la situation politique est bloquée (1) mais dont la posture stratégique évolue (2). Les facteurs de fragilités internes et régionaux y sont nombreux (3), cependant les atouts indéniables d'Alger (4) dans un nouveau contexte régional lui ont permis d'éviter le mouvement des révolutions arabes et pourraient aider le pays à surmonter ses difficultés.

## 1. Une situation politique ankylosée

Les changements importants en Algérie au début des années 1980 puis en 1990-1991 ont laissé penser que le pays vivait le plus grand bouleversement politique postcolonial. Alors que le gouvernement avait ouvert en 1989 des élections multipartistes, l'échec du processus démocratique fut cependant flagrant et l'un des anciens leaders des non-alignés se referma sur lui-même pendant une décennie de plomb que l'armée a pilotée.

Depuis, le système politique algérien n'a que peu évolué : hospitalisé au Val-de-Grâce le 27 avril 2013 après un AVC, le chef de l'Etat algérien Abdelaziz Bouteflika est rentré au pays quatre-vingt-un jours plus tard, au terme d'un incroyable silence des autorités qui a alimenté de nombreuses rumeurs. L'absence prolongée d'Abdelaziz Bouteflika a non seulement gelé toute réforme possible, notamment celle attendue de la Constitution, mais également plongé le pays dans une nouvelle phase d'incertitude à un moment où la lutte pour le pouvoir s'intensifie entre prétendants. De plus, malgré le manque de régulation politique dans le pays, en dehors de quelques émeutes sporadiques, l'Algérie depuis décembre 2010 n'a pas connu le sort des [régimes tunisien, syrien, libyen ou égyptien qui ont été fortement secoués par de nombreuses agitations populaires](#). Or en Algérie, les causes produisant ces révoltes d'envergure sont présentes depuis longtemps. Dès octobre 1988, un vaste mouvement protestataire suivi d'une répression faisant plus de 500 morts avait ouvert le champ politique. Mais la « confiscation » du processus électoral en janvier 1992 par l'armée suite à la démission du président Chadli Bendjedid a complètement neutralisé les effets de cette ouverture. De fait, les problèmes structurels de l'Algérie n'ont pas été réglés dans la décennie qui a suivi mais ont été, de plus, complétés par un détachement plus large encore de la société vis-à-vis du champ politique, tandis que le renouveau de l'Islam dans l'espace public en a fait une composante essentielle du champ identitaire et politique algérien. Par ailleurs, paradoxalement, **la guerre civile a relégitimé l'Etat** - avec la lutte anti-terroriste - comme le garant de la violence légitime alors que les émeutes d'octobre 1988 avaient délégitimé le Front de Libération Nationale (FLN), le parti de la révolution algérienne, en tant que représentant du peuple.

Après la décennie de violence qui a dégénéré, entre 1992 et 1998, en une sorte de guerre civile - le conflit ayant fait selon les chiffres officiels **60 000 morts** [2] - une page fut tournée en avril 1999 avec l'élection à la présidence d'Abdelaziz Bouteflika. Cette élection fut suivie d'une amnistie limitée pour les responsables de la violence - la loi sur la concorde civile - et, ironie de l'histoire, le FLN redevint la première force politique en composant avec des partis islamistes. La décennie 2000 ne connut pas d'ouverture ou de changement majeur dans le champ politique et le pouvoir algérien surveilla donc attentivement les éventuelles propagations des révoltes arabes dans le pays à partir de décembre 2010. Lorsque des appels à manifester apparurent en janvier et février 2011, avec notamment la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD qui rassemble des partis d'opposition, des représentants de la société civile et des syndicats non officiels [3]) qui appelait à un « *changement du système* », le pouvoir algérien réagit rapidement en neutralisant les manifestations et en donnant des gages à la population. Ainsi, **l'Etat d'urgence fut levé après 19 ans** et des mesures en faveur de l'emploi et du logement furent annoncées. Ces mesures furent rendues possibles par les rentrées financières dues à la **rente pétrolière**, qui assure au régime algérien de larges réserves de change [4] grâce à la flambée des prix du pétrole et du gaz à partir dans les années 2000.

[La crise de 2019 en perspective, sur Diploweb](#)

## 2. Des paradigmes diplomatiques qui évoluent

Le passage de l'Algérie durant la décennie 1990 d'une économie socialiste à une économie plus ouverte se fit finalement assez discrètement tant les violences occupèrent les esprits. Le paradigme stratégique et diplomatique algérien ne changea cependant que très peu et l'approche sécuritaire que conduisit le

gouvernement algérien lors de la décennie noire puis des printemps arabes tire sa filiation du **rôle central de l'armée** dans la construction de l'Etat algérien [5] et dans celui du parti unique.

Cette double appartenance – ainsi que la méfiance vis-à-vis du colonisateur européen – a produit une politique étrangère algérienne intransigeante vis à vis de toute ingérence extérieure, même dans les cas d'urgences humanitaires. Alger base ainsi traditionnellement sa diplomatie sur les deux paradigmes de la non-ingérence et de la souveraineté des Etats. Si cette position fut tenable durant les années 1960 à 1980 – en raison de la vague de décolonisation et de la montée en puissance du concept de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – puis dans les années 1990 – au nom de la lutte anti-terroriste –, avec le nouveau souffle des printemps arabes, cette position a mis à mal l'image d'Alger dans la région. En s'opposant aux interventions extérieures en Afrique du Nord, Alger est certes cohérente avec sa doctrine, mais elle fit aussi œuvre de *realpolitik* car elle ne souhaitait surtout ne pas bousculer les équilibres régionaux [6] – ce qui a été confirmé au Sahel – et elle craignait que le nouveau régime libyen se rapproche du royaume chérifien [7]. Néanmoins, dans un contexte régional très complexe, marqué non seulement par l'instabilité de certains acteurs nationaux mais aussi par l'émergence de nouveaux acteurs étatiques ambitieux qui voient de nouveaux intérêts stratégiques en Afrique du Nord – comme certains émirats du Golfe –, quelques dirigeants algériens souhaitaient revenir sur la notion de non-intervention craignant de se faire marginaliser dans les décisions qui allaient être prises lors de grandes délibérations internationales sur la région [8]. Ainsi, si l'Algérie s'opposa à une intervention extérieure en Syrie, elle a donné son accord à une intervention internationale dans le nord du Mali en 2013. Dans cette décision a aussi beaucoup compté la pression et l'intérêt croissant des poids lourds internationaux qu'ils soient traditionnellement impliqués dans la région – [la France et l'Europe](#) – ou nouvellement vigilants quand à la situation régionale. C'est le cas des [Etats-Unis](#), inquiets de la propagation du terrorisme – en particulier depuis l'assassinat du diplomate américain Christopher Stevens en Libye – et de la propagation des activités d'AQMI vers le sud jusqu'à la région du Sahel [9].

L'Algérie a donc dû s'engager de façon plus résolue dans une coopération anti-terroriste avec ses voisins, ce qu'elle rechignait à faire auparavant. On peut citer par exemple en 2010 la création d'un centre de commandement militaire combinée à Tamanrasset et un centre d'échange de renseignements basé à Alger pour coordonner les actions transsaharienne. A la fin de l'année 2011, l'Algérie avait engagé 25 000 soldats au total dans des activités anti-terroristes conjointes dans la région du Sahel [10]. Récemment, l'Algérie a aussi renforcé sa coopération antiterroriste avec la Tunisie et commence à se coordonner avec les nouvelles autorités libyennes après une période de froid entre les deux pays. Dans le cadre des activités anti-terroristes, l'engagement de l'Algérie reste donc indispensable pour ses voisins et les puissances mondiales car elle reste la puissance régionale du Maghreb et son expertise sécuritaire après une décennie de guerre civile est indéniable. Toutefois, c'est avec les militaires et services de renseignement occidentaux que l'Algérie a le plus accru sa coopération. Cette évolution géopolitique de l'Algérie est à situer au-delà de l'échelle régionale dans le cadre du **bascullement du pays du camp des non-alignés vers celui de l'OTAN. Alger collabore avec l'OTAN en Méditerranée dans le cadre du partenariat pour la Méditerranée**. Le 16 juin 2013, la sous-secrétaire d'Etat américaine aux Affaires politiques, Wendy Sherman, indiquait d'ailleurs à Alger que l'Algérie et son pays partageaient les mêmes objectifs concernant la lutte contre le terrorisme. Les deux pays partagent en outre le même mode opératoire concernant les demandes de rançon en échange d'otages et refusent toute négociation. L'intervention des forces spéciales algérienne lors de la prise du site gazier de Tingantourine par un groupe armé l'a bien montré.

### 3. L'Algérie conserve de nombreux atouts

L'Algérie, avec une superficie de 2 381 741 km<sup>2</sup> est le plus vaste pays d'Afrique mais également du monde arabe et du bassin méditerranéen. Sa géographie réunit de multiples atouts dont une façade maritime de 1 200 km et un [immense Sahara riche en hydrocarbures](#). Peuplée par **36 millions d'habitants**, l'Algérie est également une puissance démographique d'Afrique du Nord avec **une population très jeune puisque les moins de 30 ans représentent 70% de la population**. La puissance régionale du Maghreb bénéficie aussi des revenus des hydrocarbures et du prestige que son histoire lui apporte.

L'Algérie est encore auréolée de son rôle efficace de médiateur international (on peut citer le règlement de la crise des otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1981, le traité de paix entre l'Ethiopie et l'Erythrée en 2000, le traité sur le règlement des différends territoriaux entre l'Iran et l'Irak en 1975 ou encore la proclamation de l'Etat de Palestine à Alger en 1988), de même que l'Algérie post-indépendance vit affluer les révolutionnaires du monde entier (Che Guevara ou Mandela) en tant qu'un des leaders des non-alignés. Ce fit dire à l'époque à Amilcar Cabral : « Les chrétiens vont au Vatican, les musulmans à la Mecque et les révolutionnaires à Alger ». Ce prestige diplomatique se doubla d'une politique de défense volontaire et les achats massifs en matière d'armement tout comme la modernisation de l'armée font aujourd'hui de l'Algérie la **première puissance militaire régionale**. Avec un budget de défense estimé à 10,3 Mds de \$ en 2013 (2,7 milliards de \$ en 2000), le neuvième importateur d'armes au monde s'est doté de moyens modernes, notamment aériens. Client traditionnel de la Russie, l'Algérie a cependant opéré une diversification de ses fournisseurs (Etats-Unis, Afrique du Sud, France, Allemagne) au cours des dernières années tout en se dotant progressivement d'une industrie militaire (Alger a déjà construit par exemple des véhicules blindés d'infanterie). L'Algérie veut aussi accroître largement ses capacités militaires maritimes - elle fabrique déjà des corvettes - ce qui montre que le pays prend conscience des défis sécuritaires en Méditerranée. Cette ambition de rester une force militaire dans la région l'a conduite à jouer un rôle important pendant l'opération Serval au Mali. L'Algérie a d'abord renforcé la sécurité à ses frontières avec le Mali afin d'empêcher tout repli des djihadistes pendant l'opération puis elle a veillé à couper l'approvisionnement en carburant des groupes au Mali en réduisant les filières de contrebande - le fameux *trabendo*. Cependant, le geste le plus fort fut l'autorisation donnée aux avions de chasse français de survoler le territoire algérien ce qui ne s'était jamais fait depuis la fermeture des bases militaires françaises en Algérie peu après l'indépendance. Accusée de jouer un double jeu, Alger a répliqué par un engagement important sans pour autant impliquer des troupes sur le sol malien [11].

Le développement du pays a aussi été récemment une réalité tangible dans de nombreux secteurs et l'Algérie, même si le bilan de cinquante années d'indépendance apparaît mitigé, peut afficher des statistiques encourageantes. Depuis 2001, l'on assiste à une réduction progressive du chômage en raison des mesures gouvernementales en direction de la création d'emplois - notamment pour les jeunes - financées en partie grâce aux remontées des cours du pétrole (entre 1998 et 2008 les cours sont passés de 13 dollars le baril à plus de 140 dollars). Les recettes de l'Etat se sont trouvées ainsi fortement augmentées et les réserves de change ont atteint des niveaux record avec plus de 140 milliards de dollars en 2008 et 190 milliards de dollars en 2012. La croissance est continue - de l'ordre de 3% par an en moyenne depuis une décennie [12] - et l'Algérie possède une des plus importantes économies du monde arabe. Le niveau d'endettement y est faible, le pays fut classé en 2012 par le FMI le pays le moins endetté des 20 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord avec une dette extérieure de 2,4% du PIB et une dette publique de 9% du PIB [13]. Par ailleurs, l'alphabétisation est en hausse (96% en primaire) tandis que le raccordement au réseau électrique est effectué à 98% et que l'on doit assister au lancement de la 3G en novembre 2013. Le pays a fait ses dernières années des investissements massifs dans les infrastructures majeures du pays (routes, aéroports, etc.) - qui ont par ailleurs largement bénéficié à des compagnies étrangères, notamment chinoises - tandis que la modernisation des moyens de transport se matérialise : ouverture du métro d'Alger, tramways dans les grandes villes ou renouvellement de la flotte aérienne d'Air Algérie. Le gigantisme des grands ouvrages de travaux publics ne semble d'ailleurs pas s'arrêter puisqu'Alger s'apprête à inaugurer la plus grande usine de dessalement d'eau de mer au monde près d'Oran d'une capacité de 500 000 m<sup>3</sup> d'eau par jour mettant ainsi peu à peu fin aux crises d'approvisionnement en eau potable dans les grandes villes du pays.

Le rôle de la diaspora à l'étranger est également un atout important, tant par les transferts de devises assurées au pays que par l'influence culturelle et politique que cela apporte à Alger. Selon l'INSEE parmi les immigrés d'Algérie résidant en France en 2008, seulement 25 % étaient arrivés à la fin des années 1960 [14] et leur nombre en France était estimé à 730 000. En comptabilisant leurs enfants nés en France, ce chiffre s'élèverait à **1 713 000 personnes** en 2008. Toutefois, la communauté algérienne établie à l'étranger serait proche des 5 millions, essentiellement en France, selon certaines estimations qui restent difficiles à établir. Cette dernière ne s'est pas encore organisée de manière à peser sur les enjeux électoraux ou sur les sujets de société mais nous assistons à des tentatives d'organisation comme l'Association de la diaspora algérienne à l'étranger (AIDA) créée à Londres en 2012. Pour l'instant les



réseaux de la diaspora sont encore peu efficaces et ne permettent pas à l'Algérie de profiter des compétences formées à l'étranger ou ayant fui le pays pendant la décennie du terrorisme mais le potentiel pour l'Algérie reste néanmoins énorme. Rien qu'en France plusieurs ministres ou députés sont d'origine algérienne (Kader Arif, Yamina Benguigui, Nora Berra, Ramzy Hammadi, Chynesse Khirouni, Samia Ghali, Fadéla Amara ou encore Bariza Khiari), tout comme des sportifs reconnus ( Zinedine Zidane, Djamel Bouras, Brahim Asloum, Karim Benzema), ou des artistes (Tahar Rahim, Khaled, Rachid Bouchareb). De même, les transferts par voie légale de la diaspora algérienne sont encore faibles (1,8 milliards de dollars en 2012 [15]) et l'essentiel de l'argent transite par le marché noir des devises et profite peu à l'économie formelle. Afin de résoudre ce problème une réflexion a été engagée au mois d'août 2013 pour la création d'une banque algérienne au profit de la communauté établie à l'étranger. Toutefois, cette manne permet à des milliers de familles de vivre grâce notamment à un taux de change informel très appréciable.

L'Algérie est également depuis longtemps un mono-exportateur d'hydrocarbures (97% des exportations) en direction de [l'Union européenne](#), du Maghreb et des Etats-Unis (cas isolé dans la région), qui achètent une partie non négligeable de son GNL (le gaz naturel liquéfié). Bien que l'Algérie soit un modeste producteur par rapport aux pays du Moyen Orient, son pétrole, et surtout son gaz, occupent une place importante dans les relations géopolitiques et économiques méditerranéennes, notamment depuis la décennie 1990 [16]. L'importance des hydrocarbures algériens est due à plusieurs facteurs : tout d'abord, le pétrole algérien est de très bonne qualité. De plus l'Algérie a d'importantes réserves de gaz naturel, source d'énergie moins polluante que le pétrole ou le charbon et les liens traditionnels de l'Algérie avec les pays du nord de la Méditerranée, dont la consommation en gaz augmente de plus en plus (l'Algérie est le **troisième fournisseur en gaz de l'Union européenne**, précédée par la Russie et la Norvège) font qu'Alger dispose de partenaires de choix pour écouler ses hydrocarbures (les importateurs doivent pouvoir compter sur des sources fiables d'approvisionnement, ce qui est le cas de l'Algérie). Les réserves en hydrocarbures sont réparties sur un peu plus de 200 gisements d'huile et de gaz, situés dans les bassins d'Oued Mya et de Hassi Messaoud (67 %), d'Illizi (14 %) - où se trouve le complexe gazier d'In Amenas - de Rhourde Nouss (9 %) et d'Ahnet Timimoun (4 %) [17]. En outre, l'Algérie pourrait compter, selon de hauts responsables du ministère de l'énergie, sur des réserves de gaz de schiste [18] qui représenteraient près de 17 000 milliards de mètres cubes, c'est-à-dire quatre fois les réserves conventionnelles actuelles du pays. Ceci en ferait les troisièmes réserves mondiales. Or l'Algérie devrait produire deux fois moins de gaz conventionnel dans vingt ans, en raison de réserves qui s'amenuisent, alors que sa consommation domestique augmente de 15 % par an en moyenne. Les hydrocarbures non conventionnels pourraient donc représenter une chance dans un pays où le pétrole et le gaz représentent 97 % des exportations et 36 % du PIB [19]. Pour continuer à satisfaire ses besoins locaux et maintenir sa capacité à exporter, le pays souhaite donc se tourner vers l'exploitation des gaz de schiste et entend faire appel aux entreprises étrangères.

#### 4. Un pays traversé de fragilités persistantes

L'Algérie reste traversée de fragilités récurrentes, qu'elles soient territoriales, identitaires, économiques, sociales ou stratégiques. Récemment des manifestations de chômeurs à Biskra, menées par le comité national de défense des droits des chômeurs (CNDDC) a fait craindre des velléités d'indépendance du Sud algérien. Pourvoyeur de l'essentiel des richesses du pays, le Sud n'emploie pourtant que très faiblement les habitants de ces régions, la compagnie pétrolière nationale - la Sonatrach - préférant davantage recruter des travailleurs venant du Nord, souvent par le biais de procédures peu transparentes.

Cette fracture géographique entre le Nord et le Sud épouse en fait une fracture historique : le colonisateur français avait « retourné » l'espace algérien [20] en privilégiant la littoralisation des activités au Nord du pays puis tenté d'isoler le Sud, riche en pétrole et en gaz, lors des négociations sur l'indépendance. Cet isolement du Sud s'est poursuivi après 1962, l'essentiel des investissements étant réalisé au Nord. Par ailleurs, des conflits religieux éclatent sporadiquement entre Arabes et Mozabites (comme à Ouargla) alors que l'afflux de réfugiés subsahariens crée de plus en plus de tensions avec les populations locales (à Tamanrasset). A un autre niveau, la question régionale se niche à l'intérieur de cette fracture Nord/Sud puisque certains territoires sont historiquement favorisés au niveau politique en

Algérie. En 2011, 22 walis (préfets) venaient en effet de la ville de Tlemcen dont est originaire la famille du président Bouteflika. Ces inégalités territoriales affaiblissent le pays. Elles sont aussi doublées de dissensions culturelles et linguistiques. A ce titre, la question nationale est centrale en Algérie tant les différentes composantes de la nation algérienne ne sont pas représentées dans cette dernière qui repose essentiellement sur les piliers de la langue arabe et de la religion musulmane. C'est en fait **l'absence d'identité nationale algérienne pré-coloniale** qui a conduit à une émergence identitaire durant la colonisation européenne, puis à une définition nationale après l'indépendance reposant sur le mythe de la guerre de libération et excluant les éléments berbères et européens au profit de la composante arabo-islamique [21]. Le printemps berbère enclenché en mars 1980 pour l'officialisation de la langue Tamazigh symbolise les tensions existant entre la très forte minorité berbérophone (25% de la population) et les arabophones. Des tensions violentes surgissent épisodiquement comme en 2001 (mouvement des Aarchs) avec, en fond de toile, le rejet des institutions (notamment au travers de l'expulsion de la gendarmerie) et le chômage des jeunes dans la région.

Au niveau économique, si les grands équilibres sont corrects, le pays connaît des carences structurelles majeures [22]. Certes le revenu par habitant a fortement augmenté en dix ans, mais au prix de l'accroissement d'inégalités croissantes entre les citoyens algériens. De plus, la forte prévalence de l'économie informelle se caractérise à l'instar des autres pays en développement par son importance croissante : l'emploi informel dans les années 1975 était de l'ordre de 20%, alors qu'il se fixe en 2010 à 45,6% [23]. En effet, le modèle de développement adopté après 1962 et centré sur de larges investissements dans les secteurs de l'industrie et du BTP a concentré le secteur informel à la distribution. Cependant, la crise économique de la fin des années 1980 et les larges réformes économiques libérales de la décennie 1990 (notamment lors du programme d'ajustement structurel 1994-1998) ont élargi à la fois les secteurs et le poids de l'emploi informels dans l'économie algérienne [24]. L'Etat peine donc à lever tous les impôts - les trois-quarts des recettes fiscales sont issus du secteur des hydrocarbures - et la contrebande est massive aux frontières de l'Algérie. De fréquentes pénuries de carburant sont ainsi enregistrées aux frontières Est et Ouest du pays, alors que les denrées alimentaires fortement subventionnées par l'Etat sont aussi l'objet de contrebande. Au Sud, la situation s'est par ailleurs compliquée avec **la mainmise d'AQMI sur le trafic de cigarettes et de carburant**. La part de l'économie informelle s'explique aussi car l'Algérie n'est pas encore entrée pleinement dans l'économie de marché. Son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) piétine et sa politique de privatisation a montré ses limites (le pays envisage ainsi de racheter à Mittal les sidérurgies vendues quelques années plus tôt au groupe indien). Les investisseurs étrangers se méfient également de la corruption, de la lourde bureaucratie, du système juridique ou de la règle 49/51 (51 % du capital d'une entreprise doit être détenu par la partie algérienne). Ce climat économique a eu pour répercussion une baisse des investissements dans le secteur pétrolier et plusieurs projets d'investissement menés par des pays du Golfe sont gelés. La gestion économique du pays doit donc être assainie et l'Algérie a enregistré en 2011 en 2012 un déficit budgétaire à cause de sa politique expansionniste. Le large matelas de 200 Mds de dollars de réserve de change pourrait ainsi vite fondre en cas de retournement conjoncturel.

Au niveau régional, le fardeau géopolitique de la « guerre froide » avec [le Maroc](#) est considérable. Depuis la fin des hostilités en 1963 (la Guerre des sables) entre le Maroc et l'Algérie, les deux pays continuent à s'observer avec beaucoup de méfiance. Si le tracé des frontières hérité de la période coloniale est à l'origine du conflit, aujourd'hui c'est davantage **la question du Sahara occidental** qui empoisonne la relation entre les deux pays. Ce conflit a gelé tout projet d'approfondissement de l'Union du Maghreb Arabe proclamée en février 1989. La relation bilatérale s'est aussi compliquée durant la période du terrorisme en Algérie. Après l'attentat à Marrakech en 1994, le Maroc a imposé un visa pour les ressortissants algériens et en rétorsion, les algériens décidèrent de fermer la frontière terrestre entre les deux pays, décision qui dure depuis 19 ans. [Le terrorisme](#) par ailleurs, s'il est désormais de faible intensité, subsiste encore en Algérie autour des massifs montagneux de Kabylie, dans l'Est ainsi que dans le Sud du pays. Les coups portés par les services de sécurité algériens à la chaîne de commandement islamiste du GSPC puis d'AQMI ces dernières années (neutralisation d'Abderrezak Le Para, de Nabil Sahraoui, de Khaled Abou Selmane ou encore d'Habib Mourad) ont considérablement réduit la capacité de nuisance de ces groupes mais ils se sont depuis reconfigurés en s'appuyant notamment sur d'autres structures étrangères, faisant d'abord allégeance à Al-Qaïda puis passant des alliances au niveau régional.

Le chef terroriste Mokhtar Belmokhtar a ainsi annoncé le jeudi 22 août 2013, la fusion de son groupe « El-Moulathamoune » avec le Mujao (Mouvement pour l'union et le Djihad en Afrique de l'Ouest), un groupe terroriste célèbre notamment pour les prises d'otages occidentaux en Afrique (la nouvelle organisation islamiste armée née de cette fusion est baptisée El-Mourabitoune).

Les groupes terroristes s'appuient donc désormais sur des structures géographiquement établis au sein d'Etats faillis dans la région et s'internationalisent davantage. Les frontières Sud de l'Algérie, très poreuses permettent encore à ces groupes de se replier en cas d'opérations d'envergure de l'armée algérienne mais aussi de vivre de trafic divers comme le montre la saisie de plusieurs quintaux d'haschisch en 2013. Or le terrorisme présent au Sahel présente pour Alger un risque fort de déstabilisation de son grand Sud dû à un Mali en recomposition, à une possible rébellion touarègue, aux risques d'afflux de réfugiés et à la lutte armée de groupes tels le MNLA, Ansar el Dine ou encore AQMI. Et si ce déplacement de la conflictualité vers le sud de la frontière algérienne tire ses racines dans la décennie 1990 puis dans les récents développements des printemps arabes au Maghreb, la position de l'Algérie fut questionnée par un certain nombre d'observateurs, notamment dans un rapport parlementaire français de 2012 qui s'alarmait de la situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne tout en avançant que l'Algérie n'était pas claire dans sa lutte contre AQMI au Sahel [25]. Cette ambiguïté est devenue un sujet sensible alors que les occidentaux ont eu à faire avec des attentats au Maghreb, comme l'assassinat en 2012 de l'ambassadeur américain C. Stevens en Lybie. Le rapport [26] avançait qu'avant l'opération Serval et la prise d'otage de Tingantourine, l'Algérie semblait se contenter d'avoir refoulé ses terroristes dans une sorte de glacis sablonneux composé du Sahara algérien et de ses voisins. Bien sûr, cette migration vers le Sud des terroristes algériens s'explique autant par la lutte anti-terroriste d'Alger que par la dégradation depuis plusieurs années de la situation sécuritaire dans le nord Mali. Le déficit d'Etat y a été aggravé par l'incapacité des Etats voisins à nouer des partenariats collaboratifs pour lutter contre AQMI [27]. La position de l'Algérie évolue cependant sur ce sujet, le pays se rendant compte de la nécessité d'assurer la stabilité sur son sol mais aussi dans le cadre d'une stratégie régionale plus large.

## Conclusion : fragilités et opportunités

Le contexte géopolitique très tendu aux frontières algériennes avec des pays fortement déstabilisés (Mali, Libye, Tunisie), voire en rupture avec l'Algérie (Maroc) représente une menace forte sur le pays. De plus, la mort de policiers tués dans une attaque terroriste perpétrée le mardi 6 août 2013, à Azzefoune, à 60 km au nord-est de la wilaya de Tizi Ouzou est venue confirmer que le terrorisme n'a pas été totalement éradiqué à l'intérieur des frontières. **Le pouvoir algérien est donc préoccupé par ce qui se passe au nord mais aussi au sud de ses frontières, au Sahel.** Cette déstabilisation du territoire national, puis de la région, a fait évoluer Alger quant à ses paradigmes diplomatiques et stratégiques. Le pays a engagé une coopération avec l'OTAN et a tant bien que mal soutenu une coopération internationale et régionale dans le but de réduire le terrorisme - une menace qui pèse depuis plus de vingt ans sur le pays - et les instabilités régionales.

Sur le plan interne, les différentes mesures prises par le président Bouteflika pour tenter de ramener la paix civile n'ont donc pas totalement réussi à juguler la violence et une partie des « repentis » a repris le chemin des maquis. D'autres, revenus chez eux, contribuent au développement des courants fondamentalistes dans les universités ou au sein de la société algérienne, en luttant contre toute « occidentalisation ». Dans un contexte de situation politique « bloquée », l'Islam politique reste donc vu par certains comme la seule voie possible. Malgré l'ouverture économique du pays et les fortes évolutions de ces dernières années, il ne semble donc pas avoir de réduction de la forte fracturation de la société algérienne. Les différentes tendances y sont très polarisées, ce qui rend difficile de surmonter les sensibilités d'une nation algérienne dont la construction s'est faite en occultant certains éléments de son identité. **Le manque de régulation politique efficace empêche de plus tout débat serein sur le modèle tant économique que politique ou culturel que l'Algérie souhaite pour elle-même.** Face à ces défis, la jeunesse algérienne s'interroge et s'impatiente.

Le pays dispose pourtant d'atouts sur lequel il peut s'appuyer dans les prochaines années. Sa démographie, son prestige, sa géographie et les revenus issus des hydrocarbures en font la puissance du Maghreb. Ces éléments, combinés à sa puissance militaire et à son expertise sécuritaire acquise dans les années 1990, font d'Alger un partenaire recherché par les grandes puissances sur les questions méditerranéennes et nord africaines. De plus, avec le souffle des printemps arabes, l'Algérie revisite ses paradigmes diplomatiques et prend conscience des enjeux de sa jeunesse. **Le pays pourrait donc appuyer son développement sur la présence d'une forte diaspora à l'étranger, d'une jeunesse nombreuse et de mieux en mieux formée, du potentiel des hydrocarbures non conventionnels et d'un climat géoéconomique et géopolitique favorable aux ensembles régionaux.** Ces piliers d'un nouveau développement - basé sur des ressources humaines et naturelles considérables et une position géostratégique privilégiée - pourraient permettre à Alger de reprendre son rôle de leader régional. Si les élites politiques en place acceptent de jouer le jeu, voire d'en payer le prix.

Décembre 2013-Lazar- Nehad/Diploweb.com

---

## Plus

**Mehdi Lazar, Sidi-Mohammed Nehad, *L'Algérie aujourd'hui*, Paris, Michalon, avril 2014**

Plus de cinquante ans après son indépendance, à quoi ressemble l'Algérie d'aujourd'hui ? Essentiellement abordé sous l'angle de la colonisation et des soubresauts qui ont rythmé les années post-indépendance, le plus grand pays d'Afrique reste méconnu. S'il dispose de ressources humaines, énergétiques et financières considérables, il est cependant traversé par de nombreuses fragilités - questions régionale et linguistique, situation de la jeunesse, difficultés à diversifier l'économie - que la situation politique ne permet pas de faire évoluer. La génération de la révolution a vieilli et une jeunesse en quête de liberté et de progrès la remplace, sans malgré tout parvenir à prendre les rênes du pays. Quel sera l'avenir de l'Algérie ? Quelle position occupe-t-elle dans la construction du grand Maghreb ? Quelles relations entretient-elle avec l'Europe ? Fondé sur une analyse géopolitique, historique et géographique, *L'Algérie aujourd'hui* offre un éclairage inédit sur la politique étrangère et intérieure d'un pays si proche et si lointain à la fois.

**Voir [sur le site des éditions Michalon](#)**

---

## P.-S.

Mehdi Lazar est géographe, Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique auquel est adossé le Diploweb. Sidi-Mohamed Nehad est spécialiste de l'Algérie, diplômé en littérature maghrébine et ancien élève de l'IEP de Paris.

---

## Notes

[1] James Le Sueur, *Between terror and democracy. Algeria since 1989*, Zed Books, 2010

[2] D'après des chiffres de Monty Marshall and Ted Robert Gurr (du Minorities at Risk program de l'université du Maryland à College Park). Voir sur le site de l'université de Sherbrooke : [perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMListeConflits?type=CW](http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMListeConflits?type=CW).

[3] *Le Monde*, édition du 12 février 2011.

[4] Luis Martinez, « Algérie : les illusions de la richesse pétrolière », in *Les études du CERI*, n°168,



septembre 2010.

[5] Laurence Aïda Ammour, "Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel : Algeria's Pivotal Ambivalence", in Africa Security brief, #18, février 2012.

[6] Alger craignait que l'intervention extérieure en Libye ressuscite les revendications identitaires touarègues et kabyles dans le pays mais aussi fragilise la Libye et entraîne au niveau régional des mouvements de réfugiés, la prolifération des armes, et retour des combattants touaregs dans leurs pays d'origine.

[7] Anouar Boukhars, "Algerian Foreign Policy in the Context of the Arab Spring", in Combatting Terrorist Center - West Point, 14 janvier 2013.

[8] Anouar Boukhars, 2013, op.cit.

[9] L'Algérie était déjà devenue le partenaire de choix dans l'Initiative Pan-Sahel de Washington à partir de 2004 et pour la mission Africa Command (Africom), créé en 2007 pour surveiller la montée interconnectée du terrorisme, du crime organisé et des réseaux de trafiquants dans la région. D'ailleurs, les forces spéciales algérienne sont devenues fondamentales dans les plans américains de formation des forces armées de la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad pour intercepter et lutter contre les menaces de la stabilité régionale

[10] Claire Spencer, "Strategic Posture Review : Algeria", in World Politics Review, 25 juillet 2012.

[11] Car l'Algérie souhaite ménager l'importante communauté touarègue du Mali de peur d'une contagion sur son territoire, notamment au Sud peuplé de Touaregs peu sensibles aux notions de frontières mais davantage attentifs aux alliances tribales transfrontalières. L'Algérie a d'ailleurs joué le rôle de parrain des accords de paix entre le mouvement touareg et le gouvernement central malien en 2006 (accords d'Alger).

[12] CIA World factbook.

[13] Banque mondiale.

[14] Fiches thématiques. Insee 2012.

[15] Rapport de la banque mondiale, 20 novembre 2012.

[16] A la fin des années 1990, l'Algérie a autorisé les investissements étrangers dans les hydrocarbures. En 2005 cependant, le gouvernement algérien a imposé une taxe sur le revenu pétrolier, assortie d'une taxe sur les profits exceptionnels et a limité le niveau de participation des compagnies étrangères, les obligeant à s'associer à l'entreprise d'Etat Sonatrach dans tous les projets d'investissement. Depuis Alger est revenu sur cette fiscalité dissuasive mais la Sonatrach reste majoritaire dans tous les projets. Cette nouvelle loi introduit par ailleurs de nouvelles dispositions spécifiques à l'exploration des gaz et pétrole non conventionnels.

[17] Audrey Garric, « L'Algérie, tournée vers l'exportation de ses hydrocarbures », in Le monde, 17/01/2013.

[18] NDLR : non conventionnel.

[19] Agence d'information sur l'énergie américaine, 2013.

[20] Selon le mot de Marc Côte dans son ouvrage "L'Algérie ou l'espace retourné".

[21] Michael J. Willis, *Politics and power in the Maghreb*, Columbia University Press, 2012

[22] Alexandre Kateb, *L'Algérie devient-elle une puissance émergente*, chouf-couf, 18 mars 2013.

[23] Boualem-Ammar Chebira, *Place de l'économie informelle en Algérie et ses impacts sur le processus de développement*, colloque à l'Université Paris-Est, 2013.

[24] Youghourta Bellache, *L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages- le cas de Bejaia*, Thèse de doctorat de l'Université Paris-Est Créteil et de l'Université de Bejaia, 2010.

[25] Adrien Hart, « Sahel : Aqmi et les ambiguïtés algériennes », in *Le Monde*, 10/05/2012.

[26] Henri Plagnol et Francis Loncle , « La situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne », Rapport d'information 4431 présenté à l'Assemblée Nationale, 6 mars 2012.

[27] Son absence a permis aux individus d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) d'accroître l'instabilité dans les pays du Maghreb et du Sahel sur de larges portions de territoire la Mauritanie, le Mali, le Niger et le sud de l'Algérie. Les opérations d'AQMI incluent les enlèvements d'étrangers, de la contrebande de cigarettes, ou du trafic de drogue et d'armes. Ces éléments font penser que les agissements d'AQMI sont plus criminels que religieux, ce qui a été confirmé par une rencontre entre trafiquants de drogue colombiens et de cadres d'AQMI (notamment Abdelkarim Targui), en Guinée Bissau à la fin Octobre 2010. Voir à ce sujet : Laurence Aïda Ammour, *Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel : Algeria's Pivotal Ambivalence*, in *Africa Security brief*, #18, février 2012.